

TROPIC S.à r.l.
Société à responsabilité limitée
11, rue de l'Industrie, L-8399 Windhof
RCS Luxembourg B 284419

PROJET COMMUN D'ACCORD
SUR LA FUSION TRANSFRONTALIÈRE

conclu entre
Tropic S.à r.l.
comme Société Absorbée

et

Tropic Maloprodaja d.o.o.
comme Société Absorbante

DATE : 25 NOVEMBRE 2024

LE PRÉSENT PROJET COMMUN D'ACCORD SUR LA FUSION TRANSFRONTALIÈRE a été préparé et signé à la date indiquée ci-dessous par :

1. **Bojan RISOVIĆ**, né le 4 mai 1981 à Banja Luka (Bosnie et Herzégovine), agissant en vertu des lois de la Republika Srpska - Bosnie-Herzégovine, en tant que personne autorisée à représenter, sans limitation de pouvoirs la société commerciale : **TROPIC MALOPRODAJA**, société à responsabilité limitée, Banja Luka, dont le siège social est situé à l'adresse: Ivana Goran Kovačića bb, Banja Luka, République Srpska, Bosnie-Herzégovine, et enregistrée auprès du Tribunal de commerce du district de Banja Luka, Republika Srpska, Bosnie-Herzégovine, sous le numéro: 4402700780002. Cette société est ci-après dénommée : « **Société Absorbante** » ; et
2. **Geert DIRKX**, né le 10 octobre 1970 à Maaseik (Belgique), agissant comme membre unique du conseil de gérance et constitue à ce titre l'intégralité de la direction de : **TROPIC S.à r.l.**, société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 11, rue de l'Industrie, L-8399 Windhof, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro : B284419. Cette société est ci-après dénommée : « **Société Absorbée** ».

La Société Absorbante et la Société Absorbée sont ci-après collectivement dénommées : les « **Sociétés Fusionnantes** ».

INTRODUCTION:

1. Ce projet commun d'accord de fusion transfrontalière a été élaboré par les Sociétés Fusionnantes conformément aux articles 1020-1 & suiv. de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après « LSC »), qui font référence aux fusions transfrontalières et aux articles 416a et 416l alinéa 1 de la loi sur les sociétés commerciales ("Bulletin officiel de la RS" n° 127/08, 58/09, 100/11, 67/13, 100/17, 82/19 et 17/23) qui prévoit une procédure simplifiée de fusion, à la date indiquée ci-dessous.
2. La direction des Sociétés Fusionnantes souhaite proposer une fusion juridique transfrontalière (ci-après dénommée « Le Projet d'Accord de Fusion ») pour fusionner la Société Absorbée avec la Société Absorbante (ci-après dénommée « Fusion Transfrontalière »), conformément aux dispositions du chapitre 1.14 relatif à la fusion transfrontalière et à la fusion des sociétés, ainsi qu'à la loi sur les sociétés de la République de Serbie (Bosnie-Herzégovine) et à l'article 1020-3 LSC. En conséquence, les effets juridiques suivants se produiront :
 - Les actifs de la Société Absorbée, y compris les créances impayées vis-à-vis de tiers, sont transférés à la Société Absorbante.
 - Les dettes et autres obligations de la Société Absorbée envers des tiers sont transférées à la Société Absorbante, en tant que nouveau débiteur.
 - Les créances réciproques entre la Société Absorbée et la Société Absorbante, qui ne sont pas encore réglées, sont annulées en raison de la fusion des créanciers et débiteurs dans la même entité.
 - Les propriétaires de parts sociales de la Société Absorbée deviennent membres/propriétaires de parts de la Société Absorbante conformément au Taux de conversion défini ci-dessous.
 - La Société Absorbée cesse d'exister sans qu'une procédure de liquidation soit nécessaire.
 - Les parts sociales de la Société Absorbée sont annulées et échangées contre des parts de la Société Absorbante.
 - Les droits des tiers, tels que le gage, l'usufruit ou d'autres droits qui limitent la propriété des parts sociales de la Société Absorbée, sont transférés aux parts de remplacement dans la Société Absorbante, au lieu des parts sociales grevées, ou peuvent être réclamés sous forme de compensation financière, si de tels droits existent.
 - Les licences, concessions, autres privilèges et exonérations accordés ou reconnus à la Société

Absorbée sont transférés à la Société Absorbante, sauf si une réglementation spécifique prévoit autrement.

- Les mandataires des associés de la Société Absorbée lors de l'assemblée générale de la Société Absorbante, ainsi que la personne agissant en tant que seul membre du conseil de gérance et formant ainsi l'ensemble de la direction de la Société Absorbée, voient leurs fonctions cesser, mais peuvent les poursuivre au sein de la Société Absorbante uniquement si cela a été convenu dans le présent Projet d'Accord de Fusion.
 - Les employés de la Société Absorbée continuent de travailler dans la Société Absorbante conformément aux règlements du travail et au présent Projet d'Accord de Fusion, si la Société Absorbée a des employés.
3. Le capital social de la Société Absorbée s'élève à douze mille cent euros (EUR 12,100.-), divisé en douze mille cent (12.100) parts sociales, chacune d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-). Le capital social de la Société Absorbante s'élève à 30 000 000,00 KM (soit, selon le taux de change moyen de la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine, EUR 15,338,756.44) et représente une (1) part sociale d'une valeur nominale de 30 000 000,00 KM (soit EUR 15,338,756.44 selon le taux de change moyen de la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine).
4. Les Sociétés Fusionnantes constatent que :
- Les parts sociales de la Société Absorbée ne sont pas grevées de droits d'usufruit ou de droits de gage.
 - Les Sociétés Fusionnantes n'ont pas été liquidées, la faillite / liquidation judiciaire / cessation de paiement n'a pas été déclarée, aucune demande n'a été déposée à cet égard, et il n'y a pas de raison de s'attendre à de telles demandes.
 - L'exercice financier de la Société Absorbée coïncide avec l'année civile. L'exercice financier de la Société Absorbante coïncide également avec l'année civile.

PROJET DE FUSION :

1. Nom, forme juridique, siège social. Numéro d'enregistrement

La Société Absorbante est:

Tropic Maloprodaja d.o.o., société à responsabilité limitée Banja Luka, dont le siège est à Ivana Gorana Kovačića bb, Banja Luka, Republika Srpska, Bosnie-Herzégovine, enregistrée auprès du Tribunal de commerce du district de Banja Luka, sous le dossier MBS/Reg. MB : 11026087 et JIB 4402700780002.

La Société Absorbée est:

Tropic S.à.r.l., société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 11, rue de l'Industrie, L-8399 Windhof, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B284419.

2. L'impact de la fusion transfrontalière prévue par le présent Projet d'Accord de Fusion sur les employés :

La Société Absorbée ne compte actuellement aucun employé, dès lors le Projet d'Accord de Fusion ne contient pas d'informations concernant la mise en place de dispositifs relatifs à la participation des employés, comme prévu à l'article XX de la loi BL et aux dispositions de l'article 1021-1 (4) 3° LSC. La Société Absorbante emploie des travailleurs qui n'ont pas droit à la participation aux décisions, car cela n'est pas applicable conformément aux règles régissant la participation des employés à la prise de décision, comme indiqué au paragraphe 1 de l'article 416ss.

3. Statuts de la Société Absorbante et les statuts de la Société Absorbée

1. Les statuts de la Société Absorbante, tel qu'ils sont actuellement rédigés, sont joints au présent Projet d'Accord de Fusion en tant qu'Annexe A1. Cette Annexe A1 est considérée comme partie intégrante du présent Projet d'Accord de Fusion.
2. La Société Absorbée a été constituée par acte notarié signé le 4 mars 2024 devant Maître Danielle Kolbach, notaire exerçant à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.
3. Les statuts de la Société Absorbée ont été modifiés le 5 novembre 2024, devant Maître Danielle Kolbach, notaire exerçant à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

4. Fusion transfrontalière. Le transfert de tous les actifs, droits et obligations de la Société Absorbée .

1. La Société Absorbée sera fusionnée avec la Société Absorbante par le biais d'une procédure de fusion juridique transfrontalière sans liquidation (ci-après dénommée : procédure de fusion transfrontalière), conformément aux dispositions (i) de l'article 416a de la Loi sur les sociétés ("Bulletin Officiel RS" n° 127/08, 58/09, 100/11, 67/13, 100/17, 82/19 et 17/23), (ii) de l'article 1020-3 LSC, et (iii) de la législation luxembourgeoise, ainsi qu'aux conditions et termes énoncés dans le présent Projet d'Accord de Fusion.
2. À la suite de la mise en œuvre de la procédure de fusion transfrontalière, tous les actifs, droits et obligations de la Société Absorbée seront transférés, par succession universelle, à la Société Absorbante, et la Société Absorbée cessera d'exister.
3. La Fusion Transfrontalière sera réalisée sur la base de la valeur comptable.
4. Les conditions de la Fusion Transfrontalière ont été établies sur la base des états financiers de la Société Absorbée datés du 30 septembre 2024, et des états financiers de la Société Absorbante, datés également du 30 septembre 2024.
5. Le capital social enregistré des Sociétés Fusionnantes.

Le capital social de la Société Absorbante s'élève à 30 000 000,00 KM (soit, selon le taux de change moyen de la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine, EUR 15,338,756.44) et représente une (1) part sociale d'une valeur nominale de 30 000 000,00 KM (soit EUR 15,338,756.44 selon le taux de change moyen de la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine). L'unique membre de la Société Absorbante est la Société Absorbée, dont la part sociale représente 100 % du capital social de la Société Absorbante.

Le capital social de la Société Absorbée s'élève à douze mille cent euros (EUR 12.100,-), divisé en douze mille cent (12.100) parts sociales, chacune d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-). Les associés de la Société Absorbée sont: Mme **Ivana Domazet**, née le 13 juillet 1984 à Banja Luka (Republika Srpska – Bosnie et Herzégovine), demeurant à Trešnjinog cveta 001 1V/28, 12000 Novi Beograd, Belgrade, Serbie. Elle est propriétaire et détient six mille cinquante (6,050) parts sociales, chacune d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), pour une valeur totale de six mille cinquante euros (EUR 6.050,-); et M. **Risović Bojan**, né le 04.05.1981 à Banja Luka, demeurant à Ivana Gorana Kovačića bb, 78000 Banja Luka (Republika Srpska – Bosnie et Herzégovine). Il est propriétaire et détient six mille cinquante (6.050) parts sociales, chacune d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), pour une valeur totale de six mille cinquante euros (EUR 6,050.-).

6. Les parts sociales des Sociétés Fusionnantes ne sont pas grevées de droits d'usufruit ou de droits de gage.

5. Taux de conversion.

1. Dans le capital social de la Société Absorbante, seront inscrites (2) deux parts sociales, chacune d'une valeur nominale de six mille cinquante euro (EUR 6,050.-) pour douze mille cent (12,100) parts sociales de la Société Absorbée, chacune d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-), pour



une valeur nominale totale de douze mille cent euros (EUR 12,100.-) (ci-après dénommé: Taux de conversion). Aucun paiement supplémentaire ne sera effectué, conformément aux dispositions de l'article 416g, paragraphe 2), point k) de la Loi sur les sociétés. Conformément au Taux de conversion, pour six mille cinquante (6,050) parts sociales d'une valeur nominale de six mille cinquante euro (EUR 6,050.-) dans le capital social de la Société Absorbante, le membre de la société Bojan Risović recevra une part sociale d'une valeur de six mille cinquante euros (EUR 6,050.-), ce qui équivaut à 11 832,77 KM selon le taux moyen de la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine, et le membre de la société Ivana Domazet recevra également une part sociale d'une valeur de six mille cinquante euros (EUR 6,050.-), soit 11 832,77 KM selon le taux moyen de la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine, conformément aux dispositions de l'article 391, point d) de la Loi sur les sociétés.

2. La Société Absorbante, avec l'accord de la Société Absorbée, échangera ses parts sociales contre des parts sociales dans le capital social de la Société Absorbante, conformément au Taux de conversion indiqué au point précédent de ce Projet d'Accord de Fusion, et les parts sociales de la Société Absorbée cesseront d'avoir effet en raison de la Fusion Transfrontalière.
3. Dans la Société Absorbée et la Société Absorbante, il n'y a pas de parts sociales sans droit de vote ou sans droit aux bénéfices dans le capital social, de sorte qu'il n'y aura pas de conséquences pour les propriétaires de parts sociales sans droit de vote ou sans droit aux bénéfices dans le cadre de cette procédure de fusion transfrontalière.
4. Conformément aux dispositions de l'article 1021-1 (2) 4° LSC, les parts sociales acquises selon le Taux de conversion dans la Société Absorbante participeront aux bénéfices de la Société Absorbante à partir de la Date Effective (telle que définie ci-après), en fonction de leur part relative.
5. Conformément à l'article 416k, ou à l'article 391, point g) de la Loi sur les sociétés, les membres de la Société Absorbée deviendront membres de la Société Absorbante, de sorte que le capital social de la Société Absorbante, d'une valeur nominale de 30 000 000,00 KM (ce qui équivaut à EUR 15,338,756.44 selon le taux moyen de la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine), sera divisé en deux (2) parts égales, chacune d'une valeur nominale de 15 000 000,00 KM (soit EUR 7,669,378.22 selon le taux moyen de la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine), suite à quoi Bojan Risović et Ivana Domazet recevront chacun une part sociale d'une valeur de 50 % du capital social de la Société Absorbante. Ces parts sociales seront complétées par les parts sociales obtenues conformément au Taux de conversion précédemment convenu, de sorte que :
 - Le membre de la Société Absorbante, **Bojan Risović**, obtiendra une part sociale d'une valeur de EUR 7,675,428.22 (ce qui équivaut, selon le taux moyen de la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine, à 15 011 832,77 KM) et
 - Le membre de la Société Absorbante, **Ivana Domazet**, obtiendra une part sociale d'une valeur de EUR 7,675,428.22 (ce qui équivaut, selon le taux moyen de la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine, à 15 011 832,77 KM).

6. Date effective. La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont considérées comme effectuées au profit de la Société Absorbante d'un point de vue comptable.

1. La Fusion Transfrontalière deviendra juridiquement effective entre la Société Absorbée et les tiers à partir de la date d'entrée en vigueur de l'enregistrement de la fusion dans le registre des entités commerciales, conformément au paragraphe 4 de l'article 416j de la Loi sur les sociétés (la Date Effective). Le Tribunal de commerce de Banja Luka, en tant que registre compétent, est tenu de transmettre sans délai au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg l'information relative à l'enregistrement de la fusion transfrontalière, qui procédera ensuite à la radiation correspondante de la Société Absorbée du registre.
2. Les données financières de la Société Absorbée seront enregistrées dans les comptes de la Société Absorbante à partir du 1 octobre 2024. Les actifs, passifs et autres relations juridiques

de la Société Absorbée seront reflétés dans les comptes et autres états financiers de la Société Absorbante à partir de cette date, et les effets comptables de la Fusion Transfrontalière seront intégrés dans les comptes annuels de la Société Absorbante à partir du 1 octobre 2024.

7. Avantages/Privilèges particuliers.

Dans le cadre de la Fusion Transfrontalière, aucun avantage particulier ne sera accordé ni à la personne agissant en tant qu'unique membre du conseil de gérance et formant ainsi l'intégralité de la direction de la Société Absorbée, ni aux personnes habilitées à représenter la Société Absorbante, ni à toute autre personne impliquée dans cette fusion transfrontalière.

8. Représentation des Sociétés Fusionnantes

1. Au moment de la rédaction du Projet d'Accord de Fusion, les personnes habilitées à représenter la Société Absorbante enregistrées sont :
 1. - **Bojan Risović** de Banja Luka, Ivana Gorana Kovačića b.b. l.k. no. 4M152AM2M, comme directeur, illimité ;
 2. - **Tijana Mandić** de Banja Luka, Branka Ćopića br. 9, l.k. br. 4M1120J77, directeur adjoint, limité (L'étendue des limitations inscrite au registre des entités commerciales) et
 3. - **Svetozar Petković** de Banja Luka, ul. Rajka Bosnića br. 1, l.k. br. 4M0K00MK8, directeur adjoint, limité (L'étendue des limitations inscrite au registre des entités commerciales).
 4. Les personnes mentionnées ci-dessus et l'étendue de leurs droits de représentation ne seront pas modifiées lors de la mise en œuvre de la procédure de fusion transfrontalière.
2. **Geert DIRKX**, né le 10 octobre 1970 à Maaseik (Belgique), agissant comme membre unique du conseil de gérance et constitué à ce titre l'intégralité de la direction de : Tropic S.à r.l., ses pouvoirs dans la Société Absorbée prennent fin à la date de l'assemblée approuvant la Fusion Transfrontalière.
3. Aucune des Sociétés Fusionnantes n'a un conseil de surveillance.

9. Continuation des activités des Sociétés Fusionnantes

1. Les activités de la Société Absorbée seront poursuivies par la Société Absorbante.
2. La fusion transfrontalière n'affecte pas le remboursement des dettes actuelles des Sociétés Fusionnantes, ni l'exécution des autres obligations envers les créanciers ou les autres tiers.

10. Impact sur le goodwill et les réserves distribuables de la Société Absorbée

La fusion transfrontalière n'a aucun impact sur la valeur du goodwill de la Société Absorbée. La différence entre les actifs et passifs de la Société Absorbée sera ajoutée aux réserves distribuables de la Société Absorbante en tant que prime non spécifiée sur les actions.

11. Garanties pour les créanciers

Aucune garantie ou caution ne sera accordée aux créanciers des Sociétés Fusionnantes.

12. Dispositions prises pour l'exercice des droits des créanciers des Sociétés Fusionnantes et adresse où obtenir des informations complètes sur ces dispositions gratuitement.

1. Conformément à l'article 1021-9 LSC, les créanciers des Sociétés Fusionnantes dont les créances précèdent la date de publication des actes de fusion peuvent, indépendamment de tout accord contraire, et en cas d'urgence, présenter une demande dans un délai de deux mois à compter de cette publication au juge président la chambre du Tribunal de commerce dans le district où le siège social de l'entreprise débitrice est enregistré, afin d'obtenir des garanties appropriées pour toute dette échue ou à échoir, lorsqu'ils peuvent démontrer de manière crédible que la fusion compromet le recouvrement de leurs créances et qu'ils n'ont pas reçu de garanties appropriées de la part de la Société Absorbée. Des informations supplémentaires et complètes

peuvent être obtenues gratuitement au siège enregistré de la Société Absorbée situé au 11 rue de l'Industrie, L-8399 Windhof, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Conformément au paragraphe 2, point b), de l'article 416d de la Loi sur les sociétés, la publication de ce Projet d'Accord de Fusion sera accompagnée d'un avis aux créanciers précisant les modalités prévues pour l'exercice de leurs droits, ainsi que le lieu et les horaires où ils peuvent, sans frais, consulter les documents et actes visés à l'article 416g de la Loi sur les sociétés, à l'exception de ceux qui ne sont pas requis dans le cadre de la procédure simplifiée de fusion.

13. Calendrier indicatif

La fusion transfrontalière devrait être achevée dans un délai de six (6) mois, mais au plus tard huit (8) mois après la signature du présent Projet d'Accord de Fusion.

PROCÉDURE :

14. Rapport explicatif.

1. Les associés de la Société Absorbée ont convenu, par des déclarations écrites conjointes, de dispenser la personne agissant en tant que seul membre du conseil de gérance de la Société Absorbée de l'obligation de préparer un rapport explicatif écrit, dans la mesure où cela concerne le rapport explicatif destiné aux associés de la Société Absorbée, tel que prévu à l'article 416d de la Loi sur les sociétés commerciales (ZoPD) et à l'article 1021-5 (LSC). La Société Absorbée n'ayant actuellement pas d'employés, elle n'est pas non plus tenue de préparer un rapport explicatif écrit destiné aux employés de la Société Absorbée, tel que prévu à l'article 416lj de la ZoPD et à l'article 1021-5 du LSC.
2. La Société Absorbante compte des employés. Cependant, le directeur/représentant légal de la Société Absorbante n'est pas tenu de préparer un rapport explicatif écrit dans la mesure où cela concerne le rapport explicatif destiné aux employés de la Société Absorbante, tel que prévu à l'article 416l, paragraphe 1, point b), ni d'appliquer l'article 416d.

15. Dépôt au registre des entités commerciales auprès du Tribunal commercial de district de Banja Luka

Ce Projet d'Accord de Fusion sera déposé au registre des entités commerciales tenu par le Tribunal commercial de district de Banja Luka, conformément au siège de la Société Absorbante, en tant qu'annexe à la demande d'enregistrement de la fusion transfrontalière, avec a) les rapports financiers des sociétés fusionnantes à la date de la fusion.

16. Dépôt auprès du Registre de Commerce et des Sociétés luxembourgeois

Le Projet d'Accord de Fusion sera déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

17. Dépôt dans les bureaux des Sociétés Fusionnantes.

Le Projet d'Accord de Fusion ainsi que les autres documents pertinents pour la procédure de fusion transfrontalière seront simultanément déposés à l'adresse des bureaux ou au siège social des Sociétés Fusionnantes, accompagnés des comptes annuels et des rapports de gestion, lesquels ne doivent pas être accessibles pour une inspection publique. Ces documents seront disponibles pour consultation dans les bureaux de la Société Absorbée jusqu'à la Date Effective, puis au siège de la Société Absorbante, où ils resteront disponibles pendant six (6) mois après la fusion juridique au profit des membres des Sociétés Fusionnantes et des personnes pouvant avoir des droits spécifiques à leur égard.

18. Conseil des travailleurs, comité d'entreprise ou syndicat.

Étant donné que la Société Absorbée n'a pas d'employés, et que la Société Absorbante, conformément aux dispositions de la loi sur le travail et à l'article 416l, paragraphe 1, de la Loi

19. Conseil des travailleurs, comité d'entreprise ou syndicat.

Étant donné que la société absorbée n'a pas d'employés, et que la société absorbante, conformément aux dispositions de la loi sur le travail et à l'article 416l, paragraphe 1, de la Loi sur les sociétés commerciales, n'est pas tenue d'obtenir un avis, aucun avis écrit ou observation du conseil des travailleurs, du comité d'entreprise ou de toute association de travailleurs des sociétés fusionnantes ou de leurs filiales directes n'a été reçu.

20. Approbation par le conseil de surveillance.

Aucune des sociétés fusionnantes ne disposant d'un conseil de surveillance, les exigences relatives à l'approbation et à la signature du projet de traité de fusion transfrontalière par le conseil de surveillance ne sont pas applicables.

21. Date d'exécution et entrée en vigueur de la fusion transfrontalière.

La fusion transfrontalière sera finalisée et prendra effet à l'égard des tiers dès son enregistrement au registre des entités commerciales tenu par le Tribunal commercial de district de Banja Luka, conformément au siège de la société absorbante.

Le présent Projet d'Accord de Fusion a été signé par les représentants des Sociétés Fusionnantes le 25 novembre 2024.



Conseil d'administration Tropic S.à.r.l.:

Nom: G. DIRKX

Titre : gérant unique

Conseil d'administration Tropic Maloprodaja d.o.o.:

Nom: B. RISOVIĆ

Titre : directeur, représentation illimitée

„TROPIC MALOPRODAJA“ d.o.o. Banja Luka

DECISION ON FOUNDING A LIMITED LIABILITY COMPANY
(Memorandum of Association)

In Banja Luka, on 18 October 2023

BASIC PROVISIONS

- (1) „TROPIC MALOPRODAJA“, Limited Liability Company Banja Luka, (abbreviated name: „TROPIC MALOPRODAJA“ d.o.o. Banja Luka), with registered office at Ivana Gorana Kovačića St., b.b. Banja Luka, Unique ID no. 4402700780002, reg.no.: 1-16259-00 (hereinafter: Company), was organized in accordance with an Agreement on Organization of „DELHAIZE BIH“ d.o.o. Banja Luka (revised text), with notarization made by Nedeljka Bilbija, a notary from Banja Luka, under administrative no. OPU-893/2013 of 26 December 2013, Contract on Amendments to the Agreement on Organization of „DELHAIZE“ d.o.o. Banja Luka, notarized by Jasmina Selimović, a notary from Novo Sarajevo, Sarajevo, under administrative no. OPU-IP: 492/2014 on 24 June 2014, the Decision on Amendment to the Memorandum of Association of „TROPIC MALOPRODAJA“ d.o.o. Banja Luka, notarized by Mara Rodić, a notary from Banja Luka, under administrative no. OPU-489/2014 of 13 August 2014, Correction of the Decision on Amendment to the Memorandum of Association of „TROPIC MALOPRODAJA“ d.o.o. Banja Luka OPU-488/2014, notarized under no. OPU-489/2014 of 13 August 2014, drawn up by Mara Rodić, a notary from Banja Luka under administrative no. OPU-255/2016, Decision on Amendments to the Memorandum of Association of „TROPIC MALOPRODAJA“ d.o.o. Banja Luka, notarized by Biljana Marić, a notary from Banja Luka under OPU-1099/16 on 18 August 2016 and the Decision on Amendments to the Memorandum of Association of the Company „TROPRIC MALOPRODAJA“ d.o.o. Banja Luka, notarized by Milenko Delić, a notary from Banja Luka under OPU no. 2717/17 on 04 December 2017.
- (2) Based on this Decision, the sole member and founder of „Tropic Group B.V.“ fully replaces the current Memorandum of Association of the Company referred to in paragraph (1) of this Article.
- (3) Based on the provisions of this Decision, the provisions of the current Memorandum of Association are fully replaced, with all its amendments and modifications.

Article 2

- (1) The Company operates in accordance with the law, fair business practices and business morale.
- (2) This Contract regulates the following: data on the founder/member; company name and registered office, business correspondence, stamp, seal and logo, activities of the Company, share capital value, the subject of additional contributions and additional payments, decreasing and increasing the share capital, assets of the Company and reserves, liability for obligations, company and member relations, distribution of profit, representation, rights and obligations of the Company member, company bodies, transfer of shares, book of decisions and business books, book of shares, founding expenses and special benefits, changes in property status, changes in form, founding the parts of the Company, general acts, organization and employees in the Company, trade secret, duration and termination (winding-up) of the Company, transitional and closing provisions, as well as other issues relevant for the operation of the Company.

FOUNDER OF THE COMPANY

Article 3

(1) Founder of the Company is:

„**Tropic Group B.V.**“, reg. no./MBS: 60341351, ID no. 853866107 with registered office at Telporthboulevard 110, 1043EJ Amsterdam, the Netherlands (hereinafter: **founder and/or member**).

(2) Under the terms of this Decision, new members may be admitted to the Company.

COMPANY NAME AND REGISTERED OFFICE

Article 4

(1) The Company operates under full company name:

„**TROPIC MALOPRODAJA**“ društvo sa ograničenom odgovornošću Banja Luka

(2) Abbreviated/modified company name of the Company is:

„**TROPIC MALOPRODAJA**“ d.o.o. Banja Luka.

(3) The Company may change its company name based on the decision of the general meeting.

Article 5

(1) Registered office of the company is at **Banja Luka, Ivana Gorana Kovačića St., b.b.**

(2) Decision on change of the registered office of the Company is issued by the general meeting.

BUSINESS CORRESPONDENCE, STAMP, SEAL AND LOGO

Article 6

(1) Business correspondence and other documents of the Company, including those in electronic form, sent to third parties shall contain the data regulated by the Companies Act and other data determined by the manager.

Article 7

(1) The Company shall have a stamp which has the company name and registered office inscribed in it, and may comprise other data, too. The Company may have a seal.

(2) A detailed appearance, number, the method of use, keeping and destroying the stamp and the seal shall be determined by the Company manager.

Article 8

(1) Signing on behalf of the Company is made by the manager, or other persons authorized for representation and signing of the Company who will affix their signatures, next to the Company name, and indicating their title in the Company and affix the Company stamp.

Article 9

(1) Decision on establishing a logo, its graphic design, protection and use in Company transactions shall be determined by the manager.

ACTIVITY

Article 10

(1) The Company shall perform the following activities:

02.40 Auxiliary service activities in forestry

10.13 Production of meat products and poultry meat

- 10.20 Processing and canning fish, shellfish and mollusks
- 10.31 Processing and preserving potato
- 10.32 Production of juices of fruits and vegetables
- 10.39 Other processing and canning of fruits and vegetables
- 10.52 Production of ice-cream and other frozen mixtures
- 10.61 Production of mill products
- 10.71 Production of bread; fresh rolls and cookies
- 10.72 Production of toasts and biscuits; production of long-life pastries and cakes
- 10.73 Production of macaroni, noodles, couscous and similar products of flour
- 10.82 Production of coco, chocolate and sugar products
- 10.83 Processing tea and coffee
- 10.84 Production of spices and other food additives
- 10.85 Production of ready-to-eat foods and meals
- 10.89 Production of other food products, unmentioned elsewhere
- 11.01 Distilling, filtering and mixing alcoholic beverages
- 11.02 Production of wine from grape
- 41.10 Organization of development of designs for buildings
- 41.20 Construction of residential and non-residential buildings
- 42.11 Construction of roads and highways
- 42.12 Construction of railroads and subways
- 42.13 Construction of bridges and tunnels
- 42.21 Construction of pipelines for fluids and gases
- 42.22 Construction of electricity and telecommunications lines
- 42.91 Construction of hydro-engineering facilities
- 42.99 Construction of other low rise buildings, unmentioned elsewhere
- 43.11 Removal of buildings
- 43.12 Preparatory works at the construction site
- 43.13 Exploration of the ground for construction, by drilling and probing
- 43.21 Electro installation works
- 43.22 Introduction of water works, sewage installations, gas and heating and air conditioning installations
- 43.29 Other construction installation works
- 43.31 Façade and stucco works
- 43.32 Integration of joinery
- 43.33 Laying floor and wall covers
- 43.34 Painting and glassworking
- 43.39 Other finishing construction works
- 43.91 Erecting roof structures and roofing
- 43.99 Other specialized construction activities, unmentioned elsewhere
- 45.11 Trading cars and light category motor vehicles
- 45.19 Trading other motor vehicles
- 45.20 Maintenance and repair of motor vehicles
- 45.31 Wholesale of parts and accessories for motor vehicles
- 45.32 Retail of parts and accessories of motor vehicles
- 45.40 Trade, maintenance and repair of motorcycles, parts and accessories for motorcycles
- 46.11 Mediation in trade of agricultural raw materials, livestock, textile raw materials and semi-finished products
- 46.12 Mediation in trading fuels, ores, metals and industrial chemicals
- 46.13 Mediation in trading wood timber and construction material
- 46.14 Mediation in trading machines, industry equipment, ships and airplanes
- 46.15 Mediation in trading furniture, household goods and goods made of metal and iron
- 46.16 Mediation in trading textile, clothing, fur, footwear and leather products
- 46.17 Mediation in trading food, beverages and tobacco
- 46.18 Mediation in specialized trade for certain products or group of other products

- 46.19 Mediation in trading various products
- 46.21 Wholesale of cereals, raw tobacco, seeds and animal food
- 46.22 Wholesale of flowers and seedlings (overgrowth)
- 46.23 Wholesale of livestock
- 46.24 Wholesale of raw, unfinished and finished leather
- 46.31 Wholesale of fruits and vegetables
- 46.32 Wholesale of meat and meat products
- 46.33 Wholesale of milk, dairy products, eggs, edible oils and grease
- 46.34 Wholesale of beverages
- 46.35 Wholesale of tobacco products
- 46.36 Wholesale of sugar, chocolate and sugar products
- 46.37 Wholesale of coffee, tea, cocoa and spices
- 46.38 Wholesale of other food including fish, shellfish and mollusks
- 46.39 Non-specialized wholesale of food, beverages and tobacco
- 46.41 Wholesale of textile
- 46.42 Wholesale of clothing and footwear
- 46.43 Wholesale of electrical household appliances
- 46.44 Wholesale of china, glassware and cleaning agents
- 46.45 Wholesale of perfumes and beauty products
- 46.47 Wholesale of furniture, carpets and lighting equipment
- 46.48 Wholesale of watches and jewelry
- 46.49 Wholesale of other goods for household
- 46.51 Wholesale of computers, peripherals and software
- 46.52 Wholesale of electronic and telecommunication parts and equipment
- 46.61 Wholesale of agricultural machines, equipment and accessories
- 46.63 Wholesale of mining and construction machines
- 46.65 Wholesale of office furniture
- 46.66 Wholesale of other office machines and equipment
- 46.69 Wholesale of other machines and equipment
- 46.71 Wholesale of solid, liquid and gaseous fuels and similar products
- 46.73 Wholesale of wood, construction material and sanitary equipment
- 46.74 Wholesale of metal ware, installation material, devices and equipment for waterworks and heating
- 46.75 Wholesale of chemical products (except for poisons)
- 46.76 Wholesale of other semi-finished products
- 46.77 Wholesale of waste and scraps
- 46.90 Non-specialized wholesale
- 47.11 Retail in non-specialized shops of primarily food products, beverages and tobacco products
- 47.19 Other retail in non-specialized shops
- 47.21 Retail of fruits and vegetables in specialized shops
- 47.22 Retail of meat and meat products in specialized shops
- 47.23 Retail of fish, shellfish and mollusks in specialized shops
- 47.24 Retail of bread, cakes, flour products and sugar products in specialized shops
- 47.25 Retail of beverages in specialized shops
- 47.26 Retail of products made of tobacco in specialized shops
- 47.29 Other retail of food products in specialized shops
- 47.30 Retail of motor fuels in specialized shops (except for gas in bottles)
- 47.41 Retail of computers, peripherals and software in specialized shops
- 47.42 Retail of telecommunication equipment in specialized shops
- 47.43 Retail of audio and video equipment in specialized shops
- 47.51 Retail of textile in specialized shops
- 47.52 Retail of metal ware, paints and glass in specialized shops
- 47.53 Retail of carpets and rugs, wall and floor covers in specialized shops
- 47.54 Retail of household electrical appliances in specialized shops



- 47.59 Retail of furniture, lighting equipment and other products for household in specialized shops
- 47.61 Retail of books in specialized shops
- 47.62 Retail of newspapers, paper and stationery in specialized shops
- 47.63 Retail of music and video records in specialized shops
- 47.64 Retail of sport gear in specialized shops
- 47.65 Retail of games and toys in specialized shops
- 47.71 Retail of clothes in specialized shops
- 47.72 Retail of footwear and goods made of leather in specialized shops
- 47.75 Retail of cosmetic and toiletry in specialized shops
- 47.76 Retail of flowers, seedlings, seeds, fertilizer, pets and food for pets in specialized shops
- 47.77 Retail of watches and jewelry in specialized shops
- 47.78 Other retail of new goods in specialized shops (except for arms and ammunition)
- 47.79 Retail of second hand goods in specialized shops
- 47.81 Retail of food, beverages and tobacco products over-the-counter and in market places
- 47.82 Retail of textile, clothing and footwear over-the-counter and in market places
- 47.91 Retail via mail or Internet
- 47.99 Other retail outside shops, counters and market places
- 49.39 Other land transport of passengers, unmentioned elsewhere
- 49.41 Road transport of goods
- 49.42 Movement services
- 52.10 Goods storage in warehouses
- 52.21 Service activities in land transport
- 52.24 Transshipment of cargo
- 52.29 Other auxiliary activities in transport
- 56.10 Activities of restaurants and food delivery
- 56.21 Catering activities
- 56.29 Other activities of preparation and serving (delivery of) food
- 56.30 Activities of preparation and serving drinks
- 58.21 Releasing computer games
- 58.29 Releasing other software
- 59.20 Activity of recording audio records and releasing music records
- 62.01 Computer programming
- 62.03 Computer equipment and system management
- 63.11 Data processing, hosting and related activities
- 63.12 Internet portals
- 63.99 Other information service activities unmentioned elsewhere
- 66.12 Mediation in transactions with securities and commodities contracts (exchange offices services only)
- 66.19 Other auxiliary activities in financial services, except for insurance and pension funds
- 68.10 Buying and selling own real properties
- 68.20 Renting and operations with own real properties or leased properties (lease)
- 68.31 Real estate agencies
- 68.32 Real estate management against a consideration or contract-based
- 69.20 Accounting, bookkeeping and audit activities; tax-related consulting activities (except for audit jobs)
- 70.21 Public relations and communication activities
- 70.22 Consulting related to business and other management
- 71.11 Architecture-related activities
- 71.12 Engineering activities and related technical consulting
- 73.11 Publicity and advertising agencies
- 73.12 Advertising (presentation) services in media
- 73.20 Market research and opinion polls
- 74.10 Specialized designer activities



- 74.30 Activities of translators and interpreters
- 74.90 Other professional, scientific and technical activities, unmentioned elsewhere
- 77.11 Renting and leasing out of cars and light category motor vehicles
- 77.33 Renting and leasing out of machines and office equipment, including computers
- 77.34 Renting and leasing out transport means for sailing
- 77.39 Renting and leasing out of other machines, equipment and material goods, unmentioned elsewhere
- 77.40 Leasing out the rights to use intellectual property and similar products, except for copyrighted works
- 79.90 Other booking services and related activities
- 81.10 Auxiliary activities of building management
- 82.11 Combined office management-administrative service activities
- 82.19 Photocopying, preparation of documents and other specialized office auxiliary activities
- 82.30 Organization of meetings and business fairs
- 82.91 Activities of agencies for collection and charging bills and credit offices
- 82.92 Packing activities
- 82.99 Other business auxiliary service activities, unmentioned elsewhere
- 85.60 Auxiliary service activities in education
- 93.21 Activities of amusement and thematic parks
- 93.29 Other amusement and recreational activities
- 95.12 Repair of communication equipment
- 95.21 Repair of electronic equipment for general consumption
- 95.22 Repair of household appliances and equipment for house and garden
- 95.23 Mending footwear and leather products
- 95.24 Repairing furniture and furnishing articles
- 95.25 Repair of watches and jewelry
- 95.29 Repair of other items for personal use and household

In foreign trade transactions, the Company will be performing:

- Purchasing agricultural products (fruits, vegetables, honey, cattle, poultry, etc.) from individual farmers,
- Operations in foreign trade transactions within and for the needs of the registered activities.

Article 11

- (1) The Company may, without registration in the register, perform other activities, too, that are incidental to the activities entered in the register and that are usually performed alongside such activities to a lesser degree or on occasional basis.
- (2) General meeting shall be in charge of making a decision on change of the activities.

SHARE CAPITAL

Article 12

- (1) Share capital of the Company – subscribed and paid-in – is in cash and totals to **BAM 30,000,000.00** (say: thirty million Convertible Marks and 00/100) and is 100% comprised of the sole founder's contribution.

ADDITIONAL CONTRIBUTIONS AND SUPPLEMENTARY PAYMENTS, SHARE CAPITAL DECREASE AND INCREASE

Article 13



- (1) A Company member may make a Decision on increase of Company's share capital through additional contributions while determining their value. If the Company has more members, additional contributions are made proportionally to the existing shares of Company members, unless otherwise is decided based on the Decision of Company members.
- (2) The value of non-cash contributions shall be determined by the Company member, without the assessment of a certified assessor, and if the Company has more members, the assessment is done by agreement with the consent of all members.
- (3) A Company member may, by a special Decision, determine an obligation of additional payments and the amount of such payments. Additional payments are not included in the share capital, neither they increase the members' shares, nor affect their membership rights.
- (4) A Company member who does not fulfill or is late with fulfilling of the obligation of making additional contribution or supplementary payment into the Company shall be liable to other members and to the Company for the damage incurred.

Article 14

- (1) The general meeting may determine the obligation of making additional payments for Company members and the amount of such payments in order to cover for losses or a temporary need for financial assets.
- (2) Supplementary payment shall not increase the founding contribution and share of a member nor the company share capital.
- (3) Additional payments may be refunded to a Company member in accordance with the decision of the Company general meeting.

Article 15

- (1) Persons who join the Company at a later stage make the payment of the cash contribution, as members, in accordance with the agreement on accession to the Company.

Article 16

- (1) Based on the Decision of the general meeting, the Company may decrease the share capital, but not under the legally prescribed minimum for share capital.

COMPANY ASSETS AND RESERVES

Article 17

- (1) The Founder's contribution (share capital) constitutes the initial assets.
- (2) The Company has statutory reserve into which it shall contribute 5% of the current year's profit, less the loss of the previous year, until such reserves, along with capital reserve reach 10% of share capital.

LIABILITY FOR OBLIGATIONS, COMPANY AND MEMBER RELATIONSHIP

Article 18

- (1) In legal transactions with third parties the Company acts on its own behalf and for its own account.
- (2) The Company is liable with all its assets for the liabilities toward third parties arising during business operations.
- (3) A Company member is not liable for the obligations of the Company except up to the amount of non-contributed share in the Company assets as well as in other cases stipulated under law.

DISTRIBUTION OF PROFIT

Article 19

- (1) Company may make payments to the member based on distribution of profit at any time (the decision is made by the Company general meeting), providing that such payments are not in contravention with the provisions of the Companies Act regulating payments limitation.
- (2) Payment to the Company member shall be made proportionally to the member's share in the Company's share capital at the time of issuing a decision of the Company on such payment, unless the general meeting decides otherwise or it is determined otherwise by the member's Agreement.

Article 20

- (1) Company's manager shall appoint, with the consent of the Company general meeting, the proxies with the extent of powers in accordance with the Companies Act.

RIGHTS AND OBLIGATIONS OF THE COMPANY MEMBER

Article 21

- (1) A member of the Company has the following rights: right to manage the Company, to decide on distribution of profit, to participate in distribution of liquidation value or bankruptcy estate after conducted liquidation or bankruptcy proceedings, and after settling liabilities, to be notified. In addition to the above rights, the member has other rights, too, in accordance with the law.

COMPANY BODIES

Article 22

- (1) Company bodies are made of the general meeting and the manager. Their authorities as well as the scope of work are determined by the Companies Act.
- (2) The manager and deputy manager are elected by the Company member at the general meeting.

a) General meeting

Article 23

- (1) General meeting consists of the Founders, i.e., all members of the Company.
- (2) The Company general meeting shall make decisions on the following:
 1. approving the transactions made in relation with the founding of the Company prior to the registration,
 2. appointment and replacement of the manager and deputy manager and determining their fees, i.e. remuneration,
 3. approving financial statements and making a decision on distribution of profit,
 4. appointing an internal auditor or independent auditor of the Company and confirming their findings and opinions, determining the remuneration or other terms of their contract with the Company,
 5. appointment of the administrative receiver and confirming the liquidation balance sheet,
 6. increase and decrease of the Company's share capital, acquiring own shares and withdrawal and annulment of shares as well as on the issue of securities,
 7. issuing and revoking of the power of attorney and business authorization for all the business units of the Company,
 8. additional contributions and additional payments by Company members,
 9. replacement of the Company member and admission of a new member,
 10. changes in property status, change of legal form and winding up of the Company,
 11. acquisition, sale, leasing, pledging or other disposal of the high value assets, in accordance with the Companies Act,
 12. amendments to the Memorandum of Association or Agreement of Company members,
 13. Rules of procedure for its own work, and
 14. other issues stipulated under the Law or this Contract,

- (3) A member of the Company has the right to vote proportionally to his/her capital contribution.
- (4) Company general meeting decides on all the issues from its competence by unanimous decisions.
- (5) Upon issuing a decision from the scope of responsibility of the Company general meeting, the member of the Company shall draw up the minutes and record the decisions made in the book of decisions.

b) Manager

Article 24

- (1) The Company has a manager who is appointed and replaced by the general meeting, for definite or indefinite period of time, based on a special decision. The Company general meeting may replace the manager with or without indicating reasons for such replacement (dismissal).
- (2) The Company manager is responsible for the following:
 1. representing the Company and managing the Company's operations in accordance with the Act and this Contract,
 2. determining the business plan proposal,
 3. implementing the decisions of the general meeting,
 4. determination of the day on which the list of Company members with the right to notification is determined, the day of determining the dividend and the day of paying the dividend, voting and other issues
 5. making of a loan agreement,
 6. issuing and revoking a power of attorney,
 7. determining the day of acquiring the right to participate in profit and the day of payment of a share in profit, as well as the day of acquiring the voting right and other rights of the Company members,
 8. deciding on the necessary number of workers and their hiring,
 9. deciding on other issues in accordance with the Act and this Contract,
 10. deciding on the issues that do not fall within the competence of the general meeting.
- (3) Manager of the Company may authorize other persons to perform the transactions and operations from within his/her competence.
- (4) The manager is responsible for proper keeping of business books and internal supervision of operations, in accordance with the Act.

REPRESENTATION

Article 25

- (1) The Company is represented by the manager both in internal and foreign trade transactions.
- (2) The Company may also have a deputy manager.
- (3) The Company shall make special decisions on appointment of the manager and deputy manager, which shall regulate the extent of their powers.

TRANSFER OF SHARES

Article 26

- (1) A member's share is transferred in accordance with the Act.
- (2) The Company member shall decide on the transfer of share to another interested party.
- (3) A share shall be transferred based on a contract in writing with notarized signatures of the transferor and the transferee.
- (4) Contracting parties agree that the value of the share that would be subject to transfer should be determined based on the assessment of an authorized expert in the relevant profession.
- (5) In case of transfer of a share, the transferor and the recipient of the share shall be jointly and severally liable for the obligations arising from the membership relationship.

- (6) Transfer of share requires a mandatory amendment to the Memorandum of Association of the Company.
- (7) A member may pledge a share in the Company as security for a loan or for securing other liabilities, in which case the pledgee has no right to vote or right to manage in the Company, until he/she becomes its member.
- (8) Company and a Company member have a pre-emptive right to buy shares in accordance with the Companies Act.

BOOK OF DECISIONS AND BUSINESS BOOKS

Article 27

- (1) A Book of Decisions shall be kept in the Company.
- (2) The Book of Decisions shall be kept by the manager who will draw up the minutes of the decisions made in accordance with the law.
- (3) All decisions made by a member while exercising the powers of the general meeting shall be entered in the Book of Decisions.

Article 28

- (1) The Company shall keep the business books and draw up and submit the accounting reports and financial statements in accordance with the accounting and audit governing legislation.

BOOK OF SHARES

Article 29

- (1) The Company manager is required to keep a book of shares in accordance with the law.
- (2) In relation to the company, a member of the Company is a person who is registered as such in the book of shares, and in relation to third parties, a member of the Company is a person who is registered as such.
- (3) A member of the Company is deemed to be entered in the book of shares on the day of the application for registration, regardless of when the registration was actually carried out.
- (4) The Company shall issue a certificate to the Company member as a proof of membership and of his/her share.

CHANGES IN PROPERTY STATUS, CHANGES IN FORM

Article 30

- (1) A decision on changes in property status and changes of form of the Company shall be issued by the general meeting.

FOUNDING PARTS OF THE COMPANY

Article 31

- (1) The Company may form its business units (branches), which is decided by the general meeting with a decision defining the following: company name, name and address of the business unit, business unit activity, as well as a personal name of the business unit representative, if the business unit representative differs from the Company representative.
- (2) Organizational units carry out the operations from within the scope of the Company's registered activities.

GENERAL ACTS

Article 32

- (1) General acts of the Company include the rulebooks and decisions that regulate, in a general manner, certain issues in accordance with the law.

- (2) The Company is required to keep the acts and documents of the Company in accordance with the law.

ORGANIZATION AND EMPLOYEES IN THE COMPANY

Article 33

- (1) Company organization shall be determined according to the needs of business operations and carrying out the Company activities. The acts on the organization of the Company shall be adopted by the manager, with the agreement of the general meeting.

Article 34

- (1) The rights and obligations of the employees in the Company shall be determined in accordance with legal regulations, collective agreement and employment contracts that are signed by the manager, on behalf of the Company. The issues of relevance for the protection of the employee discipline are regulated in accordance with the law.

TRADE SECRET

Article 35

- (1) Trade secret implies the documents and data determined by a decision of the manager, the disclosure of which to an unauthorized person would harm the interest and business reputation of the Company. The Company member, the member of Company bodies and employees are notified of the decision.
- (2) If an employee or a member of the Company body, who is, based on this capacity, also an employee of the Company, should breach the ban on trade secret disclosure, they make a grave violation of work obligations which entitles the employer to unilaterally terminate the employment contract with the employee.
- (3) The Company is entitled to request from the person who is in breach the compensation of the damage sustained by the Company through trade secret disclosure.

TERM AND CESSATION OF THE COMPANY

Article 36

- (1) The Company is founded for an indefinite time period.
- (2) The Company shall be wound up based on a Decision issued by a member, i.e., Company members, or in other cases stipulated under the law.

TRANSITIONAL AND CLOSING PROVISIONS

Article 37

- (1) The provisions of the Companies Act ("The Republic of Srpska Official Gazette", nos. 127/08, 58/09, 100/11, 67/13, 100/17, 82/19 and 17/23) shall be applied to all the issues that are not regulated by this Decision.
- (2) By signing this Decision, the following shall cease to be valid: the Agreement on Organization of "DELHAIZE BiH" d.o.o. Banja Luka (revised text), notarized by Nedeljka Bilbija, a notary from Banja Luka, under administrative no. OPU-893/2013 of 26 December 2013, Agreement on the Amendment to the Agreement on Organization of "DELHAIZE" d.o.o. Banja Luka, notarized by Jasmina Selimović, a notary from Novo Sarajevo, Sarajevo under OPU-IP: 492/2014 of 24 June 2014, Decision on amendment to the Memorandum of Association of "TROPIC MALOPRODAJA" d.o.o. Banja Luka, notarized by Mara Rodić, a notary from

Banja Luka, under administrative number OPU-489/2014 of 13 August 2014, a Correction of the Decision on amendment to the Memorandum of Association "TROPIC MALOPRODAJA" d.o.o. Banja Luka, OPU-488/2014, notarized under no. OPU-489/2014 of 13 August 2014, by Mara Rodić, a notary from Banja Luka, under administrative no. OPU-255/2016, a Decision on amendment to the Memorandum of Association "TROPIC MALOPRODAJA" d.o.o. Banja Luka, notarized by Biljana Marić, a notary from Banja Luka under OPU-1099/16 of 18 August 2016 and the Decision on amendment to the Memorandum of Association of the Company "TROPIC MALOPRODAJA" d.o.o. Banja Luka, notarized by Milenko Delić, a notary from Banja Luka under OPU no. 2717/17 on 04 December 2017, as well as any other possible modifications and amendments.

Article 38

- (1) This Decision shall come into force as of the day of its passing.
- (2) Amendments to this Agreement shall be made based on the decision of the general meeting, in accordance with the law.

Founder/member

(signature)

"Tropic Group B.V."

represented by the authorized person

Bojan Risović

